



Article scientifique

Article

2009

Published version

Open Access

This is the published version of the publication, made available in accordance with the publisher's policy.

Les « talibans modérés » en Afghanistan ou la nouvelle stratégie de Barack Obama

Abidi, Hasni; Bron, Eugénie

How to cite

ABIDI, Hasni, BRON, Eugénie. Les « talibans modérés » en Afghanistan ou la nouvelle stratégie de Barack Obama. In: Les Cahiers de l'Orient, 2009, vol. 4, n° 96, p. 109–123.

This publication URL: <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:157177>

Les « talibans modérés » en Afghanistan ou la nouvelle stratégie de Barack Obama

Par Hasni Abidi*, en collaboration avec Eugénie Bron**

Le mouvement islamiste et particulièrement sa tendance *djihadiste* est devenu un enjeu de taille dans les relations internationales. D'autant plus que les groupes qui se nourrissent de cette idéologie expriment clairement leur volonté de proposer un autre projet de société, de chasser ceux qui sont au pouvoir et de punir le « voisin lointain », expression chère à Ayman Dhawahiri (NDLR : numéro deux d'Al-Qaïda). La médiatisation importante du courant radical de l'islam depuis la révolution iranienne de 1979 et son accentuation depuis les attentats du 11 septembre 2001 tendent à créer un amalgame dans l'opinion publique entre islam et terrorisme. Ces groupes extrémistes restent cependant minoritaires, tant dans le monde musulman que dans les pays d'immigration. Le régime taliban instauré en Afghanistan en 1996 est une exception dans le monde musulman, et non la norme. L'immense majorité des musulmans est modérée.¹

1. Baillet,
Dominique,
« Islam, islamisme
et terrorisme »,
Sud/Nord, 2002/1,
n. 16, pp. 53-72

*Hasni Abidi est politologue et spécialiste du monde arabe. Directeur du Centre d'études et de recherches sur le monde arabe et méditerranéen (CERMAM) à Genève. Ses travaux portent sur l'évolution politique au Proche-Orient et au Maghreb. Sa dernière publication *Algérie : Comment soir de la crise*, a été publiée aux éditions l'Harmattan, Paris, 2003.

**Eugénie Bron est diplômée en relations internationales et assistante de recherche au CERMAM.

L'arrivée des talibans au pouvoir

En avril 1992, après dix ans d'occupation de l'Armée rouge de l'Afghanistan, des résistants afghans appartenant à différentes ethnies et sous le commandement du colonel Massoud, mettent fin au régime communiste afghan. Un nouveau gouvernement d'union nationale est alors mis en place à Kaboul, la capitale, et présidé d'abord par Sibgatullah Modjaddedi, puis par Burhannudine Rabbani. Une forte frustration est ressentie par les tribus pachtounes qui ne sont pas majoritaires dans ce nouveau gouvernement. Ce sont donc les chefs de ces tribus qui créeront ensuite le mouvement taliban composé logiquement et majoritairement de Pachtounes. Ils mettent en place une milice importante, constituée principalement d'étudiants en sciences islamiques, dans le but de retrouver leur influence et de rétablir l'ordre dans le pays. *Taliban* signifie d'ailleurs « celui qui étudie dans une madrassa » (NDLR : école coranique). Ces étudiants, influencés par l'école deobandi, une école de pensée qui prône le retour à « un islam pur », avaient, pour la plupart, une attitude religieuse fondamentaliste et peu tolérante. Cependant, malgré cette formation religieuse et cette nouvelle définition, les Talibans s'écartent des prescriptions coraniques sur de nombreux points tels que la Guerre sainte, le statut des femmes musulmanes ou la question du martyre et du suicide.²

Il y a deux logiques distinctes dans le mouvement taliban. D'une part, c'est un mouvement religieux puritain, fondamentaliste et rigoriste qui se fonde uniquement sur le respect de la charia. Cet islam-là peut être défini comme étant de type saoudien et sans aucun projet de changement par la force, contrairement au mouvement d'Oussama Ben Laden. D'autre part, c'est un courant nationaliste ethnique pachtoune qui souhaite reconstruire l'État afghan, terres traditionnelles pachtounes, que la coalition du Nord menée par le colonel Massoud leur a « confisquées » en 1992. Pour cette raison, ils souhaitent obtenir une reconnaissance internationale.³

En 1992, les talibans mettent en place un régime très strict dans la région de Kandahar et deviennent rapidement une

2. Baillet, Dominique, « Islam, islamisme et terrorisme », *Sud/Nord*, 2002/1, n. 16, p. 63

3. Roy, Olivier, in Rashid, Ahmed, « L'ombre des talibans », Paris, Editions Autrement, 2001, p. 268

force armée importante dans le pays. Soutenus par les services secrets pakistanais, ils prennent finalement Kaboul en 1996 et une grande partie de l'Afghanistan en 1998 où ils instaurent un régime islamique extrémiste. Ce pays devient un désastre sur le plan humanitaire, tant les populations vivaient dans la pauvreté. Cette situation précaire est encore aggravée par la sécheresse de 2001. Après les attentats du 11 septembre 2001, dont la planification est attribuée à Oussama Ben Laden, les États-Unis décident d'intervenir en Afghanistan, pays dans lequel il réside. L'Occident n'attachait que très peu d'importance à ce pays après le départ des Soviétiques et à cette guerre civile lointaine jusqu'à ce que l'Afghanistan s'impose dans l'agenda politique et médiatique d'une manière aussi brutale et meurtrière. L'Occident a donc, à cause de sa non-intervention, laissé l'Afghanistan devenir une base pour différents groupes terroristes, dont Al-Qaïda, le mouvement fondamentaliste le plus hostile aux États-Unis depuis la fin de la Guerre froide.

L'Amérique du Président George W. Bush décide rapidement, après les attentats du 11 septembre, de partir en guerre contre le terrorisme international, dans le but d'éradiquer l'organisation d'Al-Qaïda, ainsi que le gouvernement taliban afghan qui la protège. L'intervention américaine était, avant tout, une réponse à ces attentats, plutôt qu'une véritable volonté de démocratiser le pays. Cette guerre est également une réponse à la pression de l'opinion publique américaine du fait des nombreuses victimes des attentats de New York. Quant aux talibans, ils considèrent cette intervention comme une croisade, une guerre religieuse, et non pas une guerre politique et sécuritaire.⁴ Les États-Unis avaient cependant d'abord tenté, à la suite de négociations entre le gouvernement pakistanais et le chef des talibans, le mollah Mouhammad Omar, d'obtenir l'extradition d'Oussama Ben Laden aux États-Unis. C'est après le refus des talibans de le livrer que la décision d'une intervention militaire a été prise.⁵ Le régime taliban s'écroule rapidement après l'intervention américaine. Cependant, malgré leur chute du

4. Muhammad, Shaykh, Fadlallah, Husayn, Massad, Joseph, « 11 September, Terrorism, Islam, and the Intifada », *Journal of Palestine Studies*, Vol. 31, No. 2 (Winter, 2002), p. 78

5. Pakzad, Karim, « Afghanistan : l'incertaine transition vers la démocratie », *Revue internationale et stratégique* 2005/1, N° 57, pp. 24-25

pouvoir, les talibans continuent à rester actifs sur le plan militaire et politique. Ils se sont principalement retranchés dans les provinces pachtounes à la frontière du Pakistan, d'où ils organisent des actions contre les troupes gouvernementales et américaines. Bien que plus de 18 000 soldats américains et de la coalition internationale ont pris part à ce conflit et ont traqué Oussama Ben Laden, ainsi que le mollah Mouhammad Omar, tous deux sont restés introuvables. Ils se manifestent cependant régulièrement à travers les médias par des enregistrements vidéo ou des communiqués⁶.

Depuis 2003, les talibans, aidés par des nouvelles recrues pakistanaises et arabes, relèvent la tête. Mais sans le soutien de l'armée pakistanaise et avec l'opposition des États-Unis, il est peu probable qu'ils réitèrent la prise de pouvoir de 1996.⁷ Cependant, ils semblent retrouver une place au pouvoir. En 2004, le président afghan Hamid Karzaï, élu démocratiquement le 9 octobre de la même année et dont l'autorité reste essentiellement limitée à la capitale, a déclaré que la menace des talibans était exagérée et qu'ils ne représentent plus un obstacle insurmontable pour la reconstruction et la démocratisation du pays. Il a ensuite commencé à réintroduire les talibans dans la politique afghane.⁸

Relations entre les talibans et Al-Qaïda

Bien qu'Oussama Ben Laden possède une influence considérable sur les talibans, la situation n'a pas toujours été ainsi. Jusqu'à la prise de Kaboul en 1996, Al-Qaïda et les talibans n'avaient pas de liens privilégiés. C'est le Pakistan qui a présenté Ben Laden aux leaders talibans, parce qu'il souhaitait qu'Al-Qaïda obtienne les camps d'entraînement de Khôst, alors aux mains des talibans⁹. Puis lors des offensives de 1997 et 1998 dans le nord du pays, Ben Laden envoya plusieurs centaines de ses hommes y participer, s'attirant ainsi la faveur des dirigeants talibans. Ces derniers se rapprochèrent ainsi de plus en plus des objectifs de Ben Laden. À la suite de longues

6. Pakzad, Karim, « Afghanistan : l'incertaine transition vers la démocratie », *Revue internationale et stratégique* 2005/1, N° 57, pp. 27-28

7. Coulmy Daniel, Quel avenir pour l'Afghanistan?, *Études* 2007/4, Tome 407, p. 297-307 et Etienne, Gilbert, « Un triangle dangereux : Inde-Pakistan-Afghanistan », *Politique étrangère*, 2003, Volume 68, Numéro 3, p. 583 – 598

8. Pakzad, Karim, « Afghanistan : l'incertaine transition vers la démocratie », *Revue internationale et stratégique* 2005/1, N° 57, p. 28

9. Rashid, Ahmed, « L'ombre des Talibans », Paris, Editions Autrement, 2001, p. 180

10. Rashid, Ahmed, « L'ombre des talibans », Paris, Editions Autrement, 2001, pp. 180-181

11. Chaudet, Didier, « Qui sont les néo-Taliban ? », *Politique internationale*, n. 123, printemps 2009, p. 193

12. Chaudet, Didier, « Qui sont les néo-Taliban ? », *Politique internationale*, n. 123, printemps 2009, pp. 193-194

13. Bobin, Frédéric, interview d'Antonio Giustozzi, « Les nouveaux talibans afghans mènent une vraie guerre de guérilla », *Le Monde*, 06/05/2009

conversations avec Ben Laden, les leaders talibans commencèrent à devenir également hostiles aux États-Unis. Jusqu'à cette rencontre, ils se contentaient de demander une reconnaissance à leur gouvernement.¹⁰ Mais tous les talibans n'étaient pas unis dans leur soutien à Al-Qaïda. Certains, parmi les plus hostiles, ont tenté d'expulser du pays Ben Laden et ses hommes. Une mauvaise compréhension et une communication difficile étaient à la source de ces relations parfois tendues entre talibans et djihadistes étrangers. Ces derniers considéraient souvent leurs hôtes comme des ignorants et des barbares ; alors que certains talibans étaient agacés par les déclarations bellicieuses et embarrassantes de Ben Laden. Paradoxalement, c'est une action américaine qui a réconcilié ces deux groupes. En représailles aux attentats contre les ambassades de Nairobi et de Dar-es-Salaam, les troupes américaines, dans le cadre de l'opération *Infinite Reach*, ont bombardé quatre camps d'entraînement en Afghanistan. Se sentant agressés, les talibans ont alors décidé de protéger Oussama Ben Laden.¹¹ Il y a également un rapprochement dans les moyens employés. Les talibans afghans utilisent de plus en plus les méthodes djihadistes, telle que l'attentat-suicide. Ils accueillent également les étrangers qui souhaitent les soutenir dans leur combat. Il n'y a donc plus vraiment de scission aussi claire entre des talibans intéressés uniquement par les problèmes nationaux et des djihadistes intéressés par les problèmes internationaux. De plus, à l'instar du mouvement de Ben Laden, certains talibans recherchent aussi désormais une reconnaissance internationale.¹² Mais, « les nouveaux talibans maintiennent des relations ambiguës avec Al-Qaïda. Bien sûr, ils peuvent coopérer, accepter son argent et son aide. Parallèlement, ils ne souhaitent pas être pleinement intégrés à Al-Qaïda ou alignés sur son idéologie »¹³. Il reste donc une différenciation entre les deux mouvements.

Les talibans aujourd'hui

Selon des estimations, les talibans sont actuellement entre 15 000 et 17 000 à combattre la présence étrangère. Ils se trouvent à la base d'une insurrection dont le but est de déstabiliser le nouvel État afghan. Cependant, le mouvement taliban évolue. Didier Chaudet signale une distinction importante entre les talibans des années 1990 et les néo-talibans actuels : « Les combattants actuels ne sont plus ceux des années 1990, qui avaient combattu avec le mollah Omar et pris Kaboul en 1996. Ce sont des gens plus jeunes. Ils ont vécu en camps de réfugiés et souvent remplacent les anciens, qui ne veulent pas forcément revenir au combat »¹⁴. Comme Al-Qaïda, ils utilisent de plus en plus la technologie pour développer leur propagande. De plus, ils n'imposent plus par la force des décisions qui pourraient pousser des personnes à se révolter contre eux. Par exemple, lorsqu'ils ont compris l'importance de l'éducation et de la scolarisation pour certains villageois, ces néo-talibans ont choisi de ne pas fermer les écoles, mais au contraire d'en ouvrir de nouvelles pour ainsi éviter toute forme de tensions et de conflits. Une telle réaction n'était pas même imaginable quelques années auparavant. Cet exemple est la preuve de l'évolution du mouvement.¹⁵

La structure du mouvement a également été modifiée. Dans les années 1990, les talibans étaient fortement hiérarchisés. C'est différent aujourd'hui. Bien que le mollah Omar continue à exercer une certaine influence sur le mouvement, celui-ci est maintenant décentralisé. Les talibans sont organisés en différentes bandes indépendantes avec une coordination entre eux. La structure pyramidale au sommet de laquelle se trouvait un chef qui régnait sur toutes les forces présentes grâce à ses lieutenants a disparu. Bien que ces différents groupes reconnaissent l'influence d'Omar, ils voient en lui uniquement un nom qui permet de rassembler le mouvement. Les talibans fonctionnent désormais en réseau, dans lequel les associations entre différents groupes sont ponctuelles et non permanentes. Chaque groupe possède une grande autonomie,

14. Bari, Dominique, « Les néo-talibans veulent reprendre le pouvoir à Kaboul et y rester », entretien avec Didier Chaudet, *L'Humanité*, 9 septembre 2008

15. Chaudet, Didier, « Qui sont les néo-Taliban ? », *Politique internationale*, n. 123, printemps 2009, pp.191-192

16. Bari, Dominique,
« Les néo-talibans veulent reprendre le pouvoir à Kaboul et y rester », entretien avec Didier Chaudet, *L'Humanité*, 9 septembre 2008

bien plus importante que par le passé¹⁶. Il y a donc différents courants dans le mouvement taliban, dont certains sont plus extrémistes et d'autres plus modérés. Mais leur but commun reste toujours de vaincre l'Occident et de reprendre le pouvoir à Kaboul. Cependant, certains sont aujourd'hui prêts à passer par des négociations pour obtenir ce qu'ils souhaitent, plutôt que par la force.

Des « talibans modérés » ?

17. *Courrier international*, jeudi 26 Mars 2009

18. Bobin, Frédéric, « Voyage dans les subtilités afghanes, à la recherche des « talibans modérés » », *Le Monde*, dimanche 5 avril 2009

19. « Karzaï appelle les talibans modérés à joindre le processus de réconciliation nationale », 9 février 2009, URL http://www.french.xinhuanet.com/french/2009-02/09/content_813081.htm, consulté le 29 mai 2009

La définition d'un taliban est, comme expliqué précédemment, un radical pur et dur. Il est alors difficile de concevoir qu'un taliban puisse être modéré. La définition américaine d'un taliban modéré est un taliban qui ne soutient pas le Jihad international, mais également celui qui choisit et s'engage à ne pas s'attaquer aux forces américaines. Par contre, ce même groupe considéré comme modéré n'est pas jugé sur sa position sur le droit des femmes, la scolarisation des filles, l'application de la loi divine ou l'influence talibane sur la justice afghane.¹⁷ Ils conservent généralement une position extrémiste concernant ces différents thèmes. Cependant, une évolution peut être envisagée. L'expression « taliban modéré » est essentiellement utilisée par les Occidentaux. Le président Hamid Karzaï, n'utilise pas, par exemple, ce qualificatif. Cette formulation n'est pas acceptée par la Choura, la direction du mouvement taliban. « *C'est une erreur de parler de « modérés », explique le mollah Zaeef. Automatiquement, les talibans y voient une conspiration visant à les diviser!* »¹⁸ Cependant, le président afghan a tout de même invité ce groupe plus modéré – sans toutefois le nommer ainsi – et non lié aux groupes terroristes, à vivre une vie normale et rejoindre le processus de réconciliation nationale pour parvenir à la paix et la stabilité en Afghanistan.¹⁹

La vision de l'opinion publique et des médias semble avoir quelque peu changé depuis que le président américain, Barack Obama, a déclaré vouloir s'entretenir avec les talibans modé-

rés. L'Afghanistan est devenu une priorité, au niveau international, pour le nouveau président américain depuis le début de son mandat. Il souhaite y envoyer davantage de soldats, mais également davantage de civils dans le but de maintenir un niveau de sécurité suffisant pour la reconstruction du pays. L'administration américaine devait trouver une parade pour justifier un dialogue avec les talibans jusque-là rejetés en bloc par les Américains. Ainsi, depuis la mention faite par le président américain de « talibans modérés », une idée consensuelle selon laquelle tous les talibans ne sont pas des terroristes islamistes liés à Al-Qaïda émerge. Dans une interview publiée le 8 mars par le *New York Times*, Barack Obama déclare que les États-Unis ne sont pas en train de gagner la guerre et se dit prêt au dialogue avec certains talibans. Si les États-Unis ne peuvent pas écraser les talibans, la solution devient alors de négocier avec eux pour mettre un terme à la guerre. L'opinion publique américaine doit, à ce stade, s'habituer au fait que tous les talibans ne sont pas des extrémistes qui appartiennent au réseau d'Al-Qaïda.

L'avis du président Obama est partagé par de nombreux autres observateurs. Christopher Dell, le numéro deux de l'ambassade américaine à Kaboul, déclare quelques jours avant le discours d'Obama : « La majorité des insurgés sont des hommes fatigués par des années de guerre fratricide. Ceux-là veulent rentrer à la maison, retrouver leurs proches et peut-être participer à la vie politique... Il faut donc passer au niveau national pour la réconciliation, car elle est déjà possible au niveau local »²⁰. Selon Reuben Brigety, expert de l'Afghanistan au *Center for American Progress*, « les motivations de ces insurgés sont très variées ». Le but de certains est tout autre que la volonté de renverser le gouvernement afghan actuel ou de vaincre les États-Unis. Cette opinion est renforcée par une déclaration d'un responsable de l'OTAN qui affirme que certains talibans combattent les forces de la coalition parce que celles-ci sont entrées dans la vallée sans avoir obtenu une autorisation préalable ou simplement parce

20. Simon, Marie, « Se réconcilier avec les talibans, c'est possible? », in l'Express, 9 mars 2009, URL <http://blogs.lexpress.fr/afghanistan/2009/03/quatre-options-pour-les-insurg.php>, consulté le 29 mai 2009

21. Cooper, Hélène, « Obama ouvre la porte aux talibans. Dans la perspective de trouver une solution au conflit afghan, la nouvelle administration américaine envisage de négocier avec les insurgés les moins radicaux », *Courrier International*, 19 mars 2009

22. De Lavarene, Eric, « A la recherche des talibans modérés. Pour diviser l'ennemi en Afghanistan, les Occidentaux cherchent des fondamentalistes susceptibles de déposer les armes », *Le Journal du Dimanche*, 15 mars 2009

23. Bobin, Frédéric, « Voyage dans les subtilités afghanes, à la recherche des « talibans modérés » », *Le Monde*, dimanche 5 Avril 2009

qu'un chef taliban leur offre 20 dollars par jour pour combattre. Pour Reuben Brigety, la solution est de diviser pour mieux régner : « Il y a surtout des dissensions à exploiter. Tant que nous campons sur nos positions et les considérons tous comme nos ennemis, nous risquons de manquer des occasions d'exploiter ces divisions »²¹. Tous montrent qu'il y a une fissure dans le mouvement, fissure dans laquelle les États-Unis souhaiteraient s'engouffrer afin de mettre fin à cette guerre. De telles déclarations n'auraient jamais pu être faites par l'ancien président américain, George W. Bush.

Talibans d'un nouveau type

La constatation d'une possibilité de séparer les talibans de l'organisation Al-Qaïda se base sur l'observation selon laquelle une majorité des combattants ne sont pas impliqués dans des attentats ou autres actes terroristes. Ces personnes souhaitent avant tout reprendre le pouvoir de leur pays et le libérer de l'occupant. Ces talibans-là sont vus comme réconciliables si des efforts sont entrepris dans les deux camps²². Et les stratèges américains souhaitent donc nouer des liens avec ces talibans dont l'unique préoccupation est le départ des occupants occidentaux. Même du côté afghan, une distinction semble être faite entre les différents groupes existant à l'intérieur même du mouvement taliban. « *Il faut faire la différence entre deux catégories d'insurgés, précise le porte-parole de la présidence afghane, Hodayun Hamidzadeh. Il y a d'un côté ceux qui ont des plaintes légitimes, ceux qui se sont révoltés en raison de nos erreurs, comme la corruption des officiels locaux, ou qui ont pris les armes sous la contrainte. Et il y a ceux qui sont des ennemis jurés de l'Afghanistan. Il faut écouter les premiers, et combattre les seconds* »²³.

Les États-Unis souhaitent ici ouvrir le dialogue avec la frange modérée des talibans. Le vice-président américain, Joe Biden, a déclaré lors de son passage au siège de l'OTAN au

début du mois de mars que « 5 % des talibans sont des irréductibles ; on ne peut rien faire d'autre que les vaincre, 25 % ne sont pas sûrs de l'intensité de leur engagement auprès des insurgés, et enfin 70 % sont avec les talibans pour l'argent. »²⁴ Les dirigeants américains souhaitent donc négocier avec ce dernier groupe qu'ils considèrent comme modéré et qui leur paraît le plus facilement corruptible. La solution est simplement de les payer davantage. Par conséquent, il est possible de réconcilier une partie des insurgés avec les États-Unis. Pour cela, les efforts américains pour aider à la reconstruction du pays et à l'agriculture peuvent permettre de stabiliser des provinces-clés et créer un basculement. Selon un officier afghan, « l'objectif est d'embaucher un maximum de villageois en écartant les risques souvent invoqués d'une aggravation du conflit. Si on leur donne, en plus d'un fusil, 100 à 200 dollars par mois et une amnistie, les « réconciliables » changeront de camp »²⁵. Une telle conversion est cependant fragile, parce qu'elle se base avant tout sur l'argent et l'impunité.

Le président Obama souhaite se baser sur le modèle irakien pour obtenir une réconciliation en Afghanistan à travers un dialogue avec certains talibans. Les États-Unis vont suivre le modèle employé par le général David H. Petraeus en Irak. « Le général Petraeus soutiendrait qu'une partie du succès en Irak est attribuable au fait d'avoir tendu la main à des personnes que nous qualifierions de fondamentalistes islamiques, mais qui étaient prêtes à travailler avec nous, car elles avaient été complètement aliénées par les tactiques d'Al-Qaïda en Irak »²⁶. La situation afghane pourrait cependant rendre une telle approche plus complexe. Les tribus y sont plus indépendantes, donc moins gouvernées qu'en Irak. De plus, il est très difficile d'avoir accès aux groupes talibans. Le dialogue entre les États-Unis et les talibans modérés devrait donc passer par l'intermédiaire des autorités afghanes²⁷.

Il y a cependant de nombreux scepticismes face à la stratégie américaine. « Taliban modéré, c'est comme assassin modéré, est-ce que cela existe ? » s'interroge le politologue afghan Qasim Akhgar²⁸. Il est légitime de se demander si des talibans modé-

24. http://www.csotan.org/ao/article.php?ao_id=33&art_id=437 & Mois = mars & Year = 2009, consulté le 26 mai 2009

25. Werly, Richard, « Faire le tri parmi les insurgés », in *Le Temps*, 28 mars 2009, URL http://www.letemps.ch/Page/Uuid/0085cb36-adb4-11dd-bf59-ad3d6140ad87/Kiosque._Le_bourbier_afghan, consulté le 29 mai 2009

26. Cyberpresse.ca, « Obama miserait sur les talibans modérés », 7 mars 2009, URL <http://www.cyberpresse.ca/international/etats-unis/200903/07/01-834296-obama-miserait-sur-les-talibans-moderes.php>, consulté le 29 mai 2009

27. Cooper, Hélène, « Obama ouvre la porte aux talibans. Dans la perspective de trouver une solution au conflit afghan, la nouvelle administration américaine envisage de négocier avec les insurgés les moins radicaux », *Courrier International*, 19 mars 2009

28. Leauthier,
Alain, « De quoi
« taliban modéré »
est-il le nom ?
Quand Obama
veut négocier pour
sortir du borbier
afghan... »,
Marianne,
14 mars 2009

29. Colombani,
Colombani,
« L'Otan en
quête de talibans
« modérés ». A
l'instar des États-
Unis, d'autres
pays occidentaux
pourraient
envisager de
discuter avec les
fondamentalistes
islamistes »,
Challenge, 9 avril
2009

30. Dorronsoro,
Gilles,
« Afghanistan :
chronique d'un
échec annoncé »,
*Critique internatio-
nale* n°21
– octobre 2003,
p. 22

rés sont prêts à dialoguer avec les forces de l'OTAN. Il est d'ailleurs difficile de les qualifier de « modérés ». Il existe des liens avec le mouvement Al-Qaïda qui ne doivent pas être négligés et de nombreux talibans ont de l'admiration pour Ben Laden. De plus, les puissances occidentales présentes en Afghanistan n'ont cherché qu'à vaincre les talibans et les ont laissés dans une position isolée. Les talibans n'ont pas non plus été invités à la conférence de Bonn en 2001, dont le but était de mettre en place les fondements de la structure politique du pays.²⁹ Une alliance avec les talibans modérés, comme la préconise le Président américain actuellement est-elle possible ? En 2003, Gilles Dorronsoro était assez pessimiste sur cette question. « *Peut-on envisager un retour à la première politique américano-pakistanaise : rallier les talibans « modérés », notamment pour marginaliser les réseaux transnationaux comme celui d'Al-Qaïda ? À ce stade, la réponse est clairement non. En effet, la guérilla est structurée autour du mollah Omar et d'un réseau d'oulémas dont on voit mal pourquoi il se diviserait aujourd'hui, alors même qu'il enregistre des succès notables. Cette guérilla est largement dépendante des réseaux transnationaux, et une rupture avec Ben Laden marquerait une véritable crise politique au sein des fondamentalistes. Enfin, il est politiquement difficile pour les États-Unis qui ont diabolisé les talibans, d'en faire à nouveau des interlocuteurs politiques. Par conséquent, on restera donc probablement dans une zone floue, avec des accords locaux informels au coup par coup* »³⁰.

La situation a-t-elle changé aujourd'hui ? Il est certain qu'une telle politique n'aurait pas pu être mise en place par George W. Bush. Il aurait perdu une certaine crédibilité en s'alliant à des talibans, même modérés, après les avoir tant diaboliser. « *Avec le gouvernement Bush, l'éventualité d'un accord avec un interlocuteur portant le nom de taliban se heurtait à un blocage idéologique total. Mais le contexte est aujourd'hui radicalement différent* », note un diplomate européen sous le couvert de l'anonymat »³¹. De plus, un retour des talibans dans la politique afghane, même s'ils sont qualifiés de « modérés » ne justifierait plus la présence américaine qui est dirigée contre

Al-Qaïda et les talibans. Et sans cette présence américaine, le gouvernement afghan aurait peine à survivre.³²

La présence d'un nouveau président, avec des idées nouvelles, à Washington, laisse cependant penser qu'un tel revirement pourrait se produire. « *L'administration américaine parle désormais d'une « approche régionale », ce qui fut refusé par George Bush. Discuter donc : pas seulement avec les talibans « modérés » mais avec l'ensemble des acteurs politiques du Pakistan, avec la Russie et les autres pays d'Asie centrale, et avec... l'Iran. [...] Washington est déterminé à une révolution diplomatique pour en finir avec les guerres de Bush. Ce choix ne garantit aucunement le succès. Mais il est indispensable pour sortir du cauchemar légué par la précédente administration* »³³.

Présence étrangère

Cependant, une question reste encore en suspens. Les talibans souhaitent-ils instaurer un dialogue avec ces occupants étrangers? Ce mouvement islamique se trouve maintenant dans une position de force grâce à ses avancées en Afghanistan, mais également au Pakistan. Le mollah Omar ne souhaite pas un dialogue avec les autorités afghanes avant que les forces militaires étrangères n'aient quitté le pays. Zabiullah Mudjahed, l'un des porte-parole du mouvement taliban, a un point de vue similaire: « *Nous ne sommes pas du tout contre un dialogue avec le gouvernement. Il serait temps de se parler pour régler le conflit dans notre pays. Mais à une condition: que les troupes étrangères quittent notre sol.* » Puis il ajoute: « *Cette histoire de talibans modérés, c'est un subterfuge pour essayer de séparer les groupes de combattants. Ils n'y arriveront pas. Il n'y a pas de modérés parmi nous. Nous sommes tous des talibans. Point.* »³⁴ Force est de constater que les États-Unis ont déjà eu une opportunité de dialoguer avec ces « talibans modérés », opportunité qu'ils n'ont pas su saisir. En février 2005, des talibans de la province de Khôst avaient accepté de déposer les armes et de cesser les combats pour rejoindre le processus de paix. L'offre avait été rejetée par Washington.

31. Cooper, Hélène, « Obama ouvre la porte aux talibans. Dans la perspective de trouver une solution au conflit afghan, la nouvelle administration américaine envisage de négocier avec les insurgés les moins radicaux », *Courrier International*, 19 mars 2009

32. Pakzad, Karim, « Afghanistan : l'incertaine transition vers la démocratie », *Revue internationale et stratégique* 2005/1, N° 57, p. 28

33. Bonnet, François, « Afghanistan. Par ici la sortie », *Marianne*, 28 mars 2009

34. De Lavarene, Eric, « A la recherche des talibans modérés. Pour diviser l'ennemi en Afghanistan, les Occidentaux cherchent des fondamentalistes susceptibles de déposer les armes », *Le Journal du Dimanche*, 15 mars 2009

35. Gruda, Agnès. « Faut-il négocier avec les talibans? Cette perspective inquiète de nombreux Afghans, selon un représentant de l'ONU », *La Presse Monde*, 18 septembre 2007, URL <http://www.cerium.ca/Faut-il-negocier-avec-les-talibans>, consulté le 29 mai 2009

Une réconciliation avec les « talibans modérés » n'est pas voulue par tous

Cependant, une telle politique peut également fâcher certaines personnes. Pour les victimes du régime taliban, y a-t-il réellement une différence entre des talibans extrémistes et des talibans modérés? Selon Christopher Alexander, représentant spécial adjoint du Secrétaire général de l'ONU en Afghanistan d'octobre 2005 à mars 2009, « *il y a des groupes qui deviennent assez nerveux quand on évoque l'hypothèse d'inclure les talibans dans un processus de réconciliation* ». Il cite les appréhensions qu'une telle perspective crée au sein de l'Alliance du Nord – appelée également Front Uni Islamique et National pour le Salut de l'Afghanistan – qui avait soutenu les États-Unis et ainsi contribué au renversement du régime des talibans. Il cite également l'ethnie Hazara qui a été victime des talibans, ou encore les groupes de femmes afghanes qui n'acceptent pas une intégration des talibans au consensus politique national.³⁵ Pour ces différents groupes, une négociation avec les talibans, même si c'est avec leur branche modérée, est exclue. Il ne faut pas non plus oublier qu'aux États-Unis, le souvenir des attentats du 11 septembre 2001 est encore présent dans toutes les mémoires. Barack Obama devra donc, s'il souhaite ouvrir les négociations, prendre également en compte ces considérations.

Conclusion

Les talibans sont en constante évolution, et il n'existe pas de dialogue public et ouvert entre la communauté internationale et les talibans modérés. Cependant, certaines figures de talibans commencent à émerger. Des figures parmi lesquelles les plus connues sont le mollah Qasim Halimi, chef du protocole du mollah Omar, le mollah Wakil Mutawakkil, un ancien ministre des Affaires étrangères des talibans et le

mollah Rahmatullah Hashemi, qui enseigne aujourd'hui à l'Université Yale, aux États-Unis, dans le Connecticut. Mais être un « taliban modéré » ne se résume pas à manifester une plus grande disponibilité pour entamer un dialogue avec Washington et les membres de l'OTAN, mais plutôt un dialogue avec toutes les composantes de la société afghane. En dépit de l'ambiguïté du régime taliban et des exigences de ses dirigeants, des sources proches de l'Arabie séoudite ont affirmé que Riyad a accueilli des négociations entre certains dirigeants talibans et le gouvernement afghan³⁶. Mais de part et d'autre, on a refusé d'identifier ceux qui sont les partisans de la ligne radicale et les modérés au sein des talibans. Ces derniers ne tiennent pas à ce que les tractations soient publiques, car ils sont officiellement opposés au gouvernement du président afghan Hamid Karzaï. La rencontre de la Mecque constitue une évolution favorable dans le processus de pacification de l'Afghanistan. De source séoudienne, le cousin du mollah Omar et son bras droit, le mollah Mouhammad Agha Tayeb, a pris part à ces négociations à la fin du Ramadan de 2008, sous le patronage du Roi Abdallah ben Abdelaziz. Le mollah Qayum, le frère du président Hamid Karzaï, aurait également participé à cette réunion. Le gouvernement afghan soutient le principe des négociations même s'il montre son agacement du fait du déroulement des pourparlers hors de Kaboul, ce qui prive Hamid Karzaï d'un bon argument électoral pour les dernières élections présidentielles d'août 2009.

Les déclarations du président Barack Obama ont donné une impulsion au principe de négociations. Malgré l'absence des principaux chefs talibans, l'exercice est encourageant. Il doit s'accompagner de garanties fondées sur des intérêts communs. L'expérience irakienne en matière de collaboration positive des membres du Conseil de l'éveil, (Majalis el-Sahwa) en témoigne. Il semble que les choses évoluent difficilement vers ce scénario. Mais la convergence d'intérêts pourrait permettre d'aller dans cette direction. La perspective d'un retrait de l'Afghanistan signifierait une réémergence des talibans, inévitable. Il n'est pas exclu que Washington exige du prési-

36. *Ashark al awsat*, quotidien saoudien en langue arabe édité à Londres, 27 mars 2009

dent afghan élu d'élargir son gouvernement à des sensibilités proches des talibans et de courtiser les éléments modérés, afin de leur permettre la création d'un parti politique et de participer aux élections. La priorité américaine demeure, en vertu de cette offre politique, la fin de la guérilla et la domestication de l'opposition armée. Face aux limites de la coalition et du gouvernement Karzaï, les performances militaires des talibans liés à Al-Qaïda ont le mérite, au moins, de réhabiliter d'autres talibans prêts à troquer les armes contre un combat politique. Le président afghan élu est conscient qu'une solution politique en Afghanistan est désormais une revendication populaire. Il sait également que la patience américaine a des limites. C'est pourquoi il doit être prêt à aller plus loin dans la réconciliation. Car la solution ne peut être que politique.

H. A.